



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 58.639/4
du 5 janvier 2016

advies 58.639/4
van 5 januari 2016

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
l'arrêté du Gouvernement de la
Région de Bruxelles-Capitale
du 29 octobre 2011 fixant le
statut administratif et
pécuniaire du personnel de
Bruxelles-Propreté, Agence
régionale pour la Propreté'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot wijziging van het
besluit van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering van
29 oktober 2011 tot vaststelling
van het administratief en
geldelijk statuut van het
personeel van Net Brussel,
Gewestelijk Agentschap voor
Netheid'

Le 10 décembre 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 octobre 2011 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la Propreté'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 5 janvier 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves DELVAL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 janvier 2016.

*

Op 10 december 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 oktober 2011 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 5 januari 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 januari 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' dispose que pour chaque projet d'acte réglementaire, chaque ministre établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes.

En vertu de l'article 13, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 'portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', « le 'test genre' doit être complété avant la première mise à l'ordre du jour au Conseil des Ministres » et le paragraphe 5 prévoit qu'« en l'absence de 'test genre', un projet de réglementation ne peut être considéré comme complet et ne peut donc faire l'objet d'une discussion au Conseil des Ministres ».

En l'espèce, le dossier transmis au Conseil d'État ne contient aucun élément établissant que le « test genre » a été réalisé à propos du texte en projet.

Il appartient à l'auteur du projet de veiller à l'accomplissement de la formalité prescrite préalablement à l'adoption du texte en projet.

Cette formalité sera par ailleurs mentionnée au préambule, qui sera modifié en conséquence ¹.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Il ressort de la note au Gouvernement jointe à la demande d'avis que l'auteur du projet s'est inspiré de la réglementation prévue dans les statuts administratif et pécuniaire applicables respectivement aux agents du service public régional de Bruxelles et aux agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale pour régler l'indemnité kilométrique liée à l'utilisation du vélo par le personnel de Bruxelles-propreté, Agence régionale pour la propreté, dans les déplacements effectués entre le domicile et le lieu de travail. Toutefois, par rapport à ces réglementations, le texte en projet apporte certaines précisions quant à la manière de calculer cette indemnité. Compte tenu de l'objectif poursuivi, il est conseillé de veiller à harmoniser la rédaction de ces différentes réglementations, afin de ne pas donner l'impression

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 34.

que les différences de rédaction qu'elles comportent changent la portée des dispositifs qu'elles consacrent.

Par ailleurs, il y a lieu de rappeler que la formalité de l'accord du Ministre de la Fonction publique vise à s'assurer qu'il a pu prendre position éclairé par l'administration compétente en matière de fonction publique. À ce propos, la note au Gouvernement mentionne que l'accord du Ministre de la Fonction publique a été sollicité mais n'a pas encore été obtenu. Cette précision laisse penser que les observations de l'administration de la Fonction publique sur le texte en projet ont été demandées mais n'ont pas encore été communiquées au ministre proposant. À cet égard, il est rappelé que si, à la suite de ces observations, des modifications devaient encore être apportées au texte en projet, il y aurait lieu de soumettre à nouveau, pour avis, les parties modifiées au Conseil d'État.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 2, il n'est pas nécessaire de faire figurer le numéro de l'article concerné par les modifications en projet. L'identification de l'article concerné résultera de la simple lecture des dispositions modificatives de l'arrêté ².

2. L'alinéa 5 sera déplacé afin de mentionner les formalités dans l'ordre chronologique en commençant pas la plus ancienne ³.

3. L'alinéa 7 du préambule fait état de l'accord « du Ministre chargé de la Fonction publique ».

Le Ministre-Président étant le ministre proposant, il n'y a pas lieu de consacrer un visa à son accord sur le texte en projet. Il convient donc d'omettre l'alinéa 7 du préambule.

4. L'alinéa 5 relatif à l'avis de la section de législation sera déplacé après celui mentionnant l'accord du Ministre du Budget et sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 58.639/4 du Conseil d'État, donné le 5 janvier 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » ⁴.

5. Il y a lieu d'ajouter le mot « Arrête : » après les mots « Après délibération ».

² *Ibid.*, recommandation n° 30.

³ *Ibid.*, recommandation n° 34, b).

⁴ *Ibid.*, recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2, par analogie.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Il y a lieu de compléter la phrase introductive par la mention de la précédente modification, par un arrêté du 1^{er} juin 2012, qui est toujours en vigueur ⁵.

2. À l'article 14, § 1^{er}, en projet, afin de prévenir toute confusion avec la notion de « résidence administrative » lorsqu'elle est utilisée dans un autre contexte statutaire, mieux vaut utiliser seulement l'expression « lieu de travail ». À défaut, il appartiendra à l'auteur du texte d'expliquer s'il s'agit d'une autre notion que celle qui désigne le lieu où se situe le service où l'agent est affecté.

Dans la version française de l'article 14 en projet, il faut écrire « § 1^{er} » au lieu de « § 1 ».

3. À l'article 14, § 4 en projet, afin d'améliorer la lisibilité de la disposition, il est suggéré de remplacer, chaque fois, au b) le mot « ou » par l'expression « s'il y a lieu » et de remplacer, chaque fois, « et/ou » par « c) s'il y a lieu ».

Article 3

Il y a lieu de remplacer les mots « entre en vigueur » par « produit ses effets ».

*

⁵ *Ibid.*, recommandation n°113.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ bepaalt dat iedere minister voor elk reglementair ontwerp een evaluatieverslag moet opstellen van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.

Krachtens artikel 13, § 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 ‘houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ “[wordt] de ‘gendertest’ [...] ingevuld voor de eerste toevoeging aan de agenda in de Ministerraad”, terwijl paragraaf 5 van die bepaling stelt dat “[b]ij gebrek aan een ‘gendertest’ (...) een ontwerp van reglementering niet als volledig [kan] worden beschouwd en (...) dus geen voorwerp [kan] uitmaken van een beraadslaging binnen de Ministerraad”.

In *casu* bevat het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden, geen enkel element waaruit blijkt dat de “gendertest” uitgevoerd zou zijn met betrekking tot de ontworpen regeling.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit vormvereiste wordt vervuld voordat de ontworpen regeling wordt aangenomen.

Dit vormvereiste behoort overigens te worden vermeld in de aanhef, die dienovereenkomstig moet worden gewijzigd.¹

ALGEMENE OPMERKING

Uit de nota aan de Regering die bij de adviesaanvraag gevoegd is, blijkt dat de steller van het ontwerp zich heeft laten leiden door de regelgeving die vervat is in het administratief en geldelijk statuut dat respectievelijk van toepassing is op de personeelsleden van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel en op de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het regelen van de kilometervergoeding voor het gebruik van de fiets door het personeel van Net Brussel,

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 34.

Gewestelijk Agentschap voor Netheid, voor het woon-werkverkeer. In vergelijking met die regelgevingen worden met de ontworpen tekst evenwel een aantal preciseringen aangebracht wat de berekening van die vergoeding betreft. In het licht van het nagestreefde doel, wordt aangeraden om ervoor te zorgen dat de redactie van die onderscheiden regelgevingen op elkaar worden afgestemd, teneinde niet de indruk te geven dat de verschillende bewoordingen waarin ze zijn gesteld ertoe leiden dat de regelingen die daarbij worden ingesteld een andere strekking hebben.

Er behoort overigens aan herinnerd te worden dat de bedoeling van het vormvereiste van de akkoordbevinding van de minister van Openbaar Ambt erin bestaat na te gaan of hij zijn standpunt heeft kunnen bepalen op grond van de toelichtingen die verstrekt zijn door het bestuur dat bevoegd is inzake openbaar ambt. In dat verband wordt in de nota aan de Regering vermeld dat de akkoordbevinding van de minister van Openbaar Ambt gevraagd is maar nog niet verkregen is. Deze precisering wekt de indruk dat de opmerkingen van het bestuur voor het Openbaar Ambt over de ontworpen tekst wel aangevraagd zijn, maar nog niet zijn meegedeeld aan de voordragende minister. In dat verband wordt eraan herinnerd dat, indien er naar aanleiding van die opmerkingen nog wijzigingen zouden worden aangebracht in de ontworpen tekst, de gewijzigde onderdelen van het ontwerp opnieuw *ter fine* van advies moeten worden voorgelegd aan de Raad van State.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het is niet nodig om in het tweede lid het nummer te vermelden van het artikel waarop de ontworpen wijziging betrekking heeft. Het betrokken artikel is immers herkenbaar bij het lezen van de wijzigingsbepalingen in het ontworpen besluit.²
2. Het vijfde lid dient verplaatst te worden teneinde ervoor te zorgen dat de vormvereisten in chronologische volgorde worden vermeld, te beginnen met het oudste.³
3. In het zevende lid van de aanhef wordt melding gemaakt van de akkoordbevinding van “de Minister bevoegd voor Openbaar Ambt”.

Aangezien de minister-president de voordragende minister is, is het niet nodig een aanhefverwijzing te wijden aan zijn akkoordbevinding met betrekking tot de ontworpen tekst. Het zevende lid zou dan ook uit de aanhef moeten worden weggelaten.

4. Het vijfde lid, waarin verwezen wordt naar het advies van de afdeling Wetgeving, dient te volgen op het lid waarin melding wordt gemaakt van de akkoordbevinding van de minister van Begroting en behoort gesteld te worden als volgt :

² *Ibid.*,aanbeveling 30.

³ *Ibid.*,aanbeveling 34, b).

“Gelet op advies 58.639/4 van de Raad van State, gegeven op 5 januari 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”⁴

5. Het woord “Besluit:” behoort te worden toegevoegd na de woorden “Na beraadslaging”.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. De inleidende zin zou moeten worden aangevuld met de vermelding van de vorige wijziging, bij een besluit van 1 juni 2012, die nog steeds geldt.⁵

2. Het verdient aanbeveling om in het ontworpen artikel 14, § 1, alleen het begrip “werk” te bezigen, teneinde elke mogelijke verwarring te vermijden met het begrip “administratieve standplaats” wanneer het in een andere statutaire context gebezigd wordt. In het andere geval dient de steller van de tekst uit te leggen of het gaat om een ander begrip dan het begrip dat verwijst naar de plaats waar de dienst gevestigd is waar het personeelslid werkzaam is.

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 14 schrijve men “§ 1^{er}” in plaats van “§ 1”.

3. Voor een betere leesbaarheid van de bepaling verdient het aanbeveling om in het ontworpen artikel 14, § 4, telkens in de bepaling onder b) het woord “of” te vervangen door de uitdrukking “in voorkomend geval” en om de woorden “en/of” telkens te vervangen door “c) in voorkomend geval”.

Artikel 3

De woorden “treedt in werking op” moeten vervangen worden door de woorden “heeft uitwerking met ingang van”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁴ *Ibid.*, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2, bij analogie.

⁵ *Ibid.*, aanbeveling 113.